

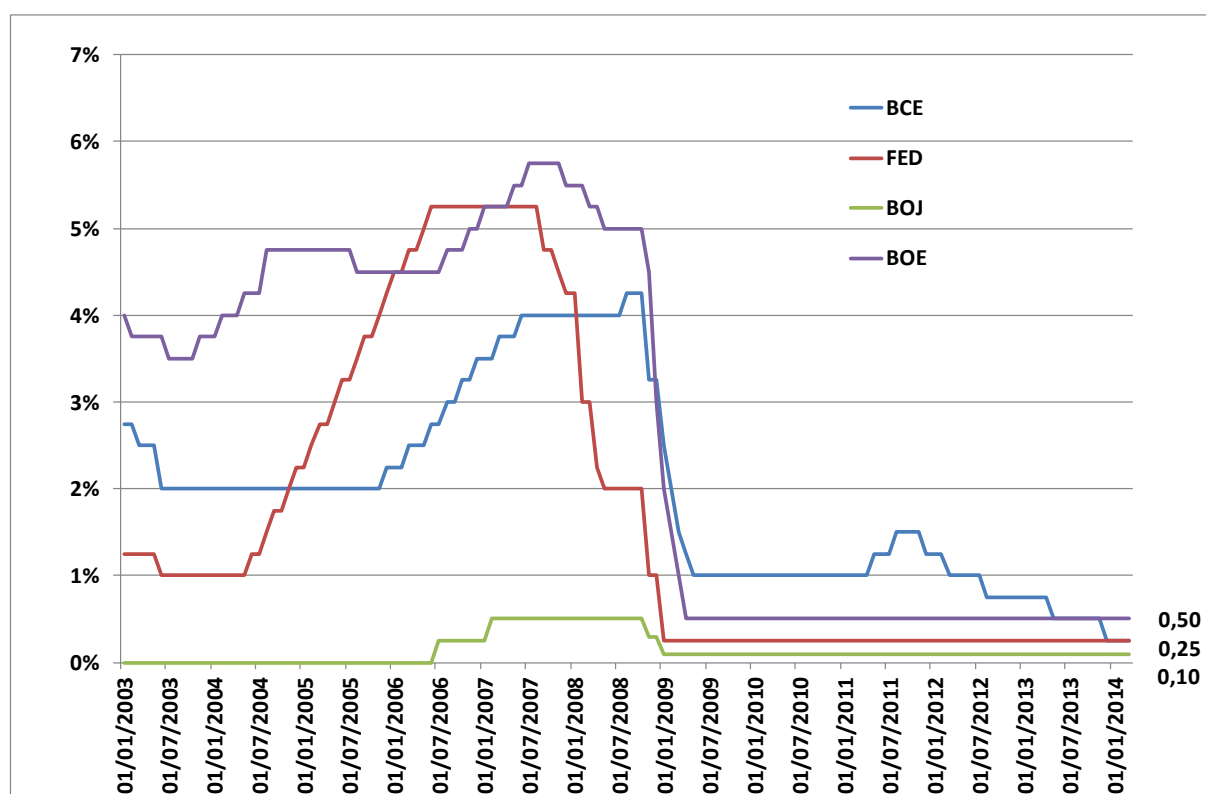
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 mars 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les dernières projections macroéconomiques établies par les services de la BCE, couvrant la période allant jusqu'à fin 2016, confortent les anticipations précédentes d'une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle des taux de l'inflation mesurée par l'IPCH vers des niveaux plus proches de 2 %. Conformément à ce scénario, les évolutions de la monnaie et du crédit demeurent atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. S'agissant des perspectives de prix et de croissance à moyen terme, les informations et les analyses actuellement disponibles confirment pleinement notre décision de maintenir une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. (...) Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie, du niveau élevé des capacités inutilisées et de l'atonie de la création de monnaie et de crédit. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Légère hausse des demandeurs d'emploi de catégorie A

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 316 200 fin janvier 2014. Ce nombre est en hausse de 0,3 % par rapport à fin décembre 2013, soit +8 900 personnes. Sur un an, le chômage s'est accru de 4,4 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE18

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE18). Il s'est établi à 12,0 % en janvier 2014, stable depuis octobre 2013. Il se situait également à 12,0 % en janvier 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,8 % en janvier 2014, stable également par rapport à octobre 2013. Il se situait à 11,0 % en janvier 2013. En janvier 2014, Eurostat estime que 26,231 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,175 millions dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 17 000 tant dans l'UE28 que dans la ZE18. Par rapport à janvier 2013, le chômage a baissé de 449 000 personnes dans l'UE 28 et de 67 000 dans la zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,0 %) et au Luxembourg (6,1 %) ; à l'inverse, les taux les plus élevés se retrouvent en Grèce (28,0 % en novembre 2013) et en Espagne (25,8 %).

Inflation

Baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,8 % en février 2014, stable par rapport au mois de janvier. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en février (1,5 % contre 1,7 % en janvier), suivis des services (1,3 % contre 1,2 % en janvier), des biens industriels hors énergie (0,6 %, contre 0,2 % en janvier) et de l'énergie (-2,2 % contre -1,2 % en janvier).

Baisse également des prix à la consommation en janvier en France

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse en janvier 2014 de 0,6 % après une hausse de 0,3 en décembre 2013. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC est stable en janvier 2014, et sur un an, il augmente de 0,7 %. Hors tabac, l'IPC recule de 0,6 % en janvier 2014 et est en hausse de 0,5 % sur un an.

États-Unis

FED : Réduction des achats d'actifs et ajustement possible de la « Forward Guidance »

La Banque de réserve fédérale continuera de réduire ses rachats d'actifs au rythme de 10 milliards de dollars par mois, et va préciser les modalités de l'ajustement de sa politique dite « de communication avancée sur les taux d'intérêt » (Forward Guidance), a déclaré le président de la Fed de Chicago Charles Evans. « Les taux resteront très bas jusqu'à ce que nous constatons des améliorations sur le marché de l'emploi et une hausse de l'inflation », a-t-il ajouté.

Asie

Chine : Baisse des exportations et crainte de dévaluation

Les exportations chinoises ont baissé de 18,1 % en février par rapport à 2013. Les importations, quant à elles, ont progressé de 10,1 % et le déficit commercial s'est établi à 23 milliards de Dollars (16,57 milliards d'euros), contre un excédent de 32 milliards de dollars (23 milliards d'euros) en janvier. Pour certains observateurs la baisse des exportations fait craindre une dépréciation du yuan pour relancer les exportations. La devise est descendue à 6,1402 pour 1 dollar, son niveau le plus bas depuis un an et demi.

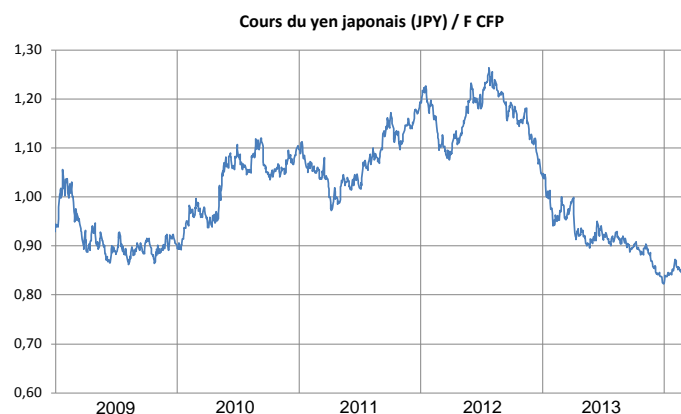
Le Japon maintient sa politique monétaire

La Banque du Japon a maintenu en l'état sa politique d'assouplissement monétaire à l'issue d'une réunion de son organe directeur, confiante dans la vigueur de la reprise nipponne qui montre pourtant des signes de faiblesse. L'institution va entre autres continuer d'augmenter de 50 milliards de yens par an son stock d'obligations d'État, qu'il rachète sur le marché secondaire.

2 – Actualité régionale

Le Japon maintient sa politique monétaire

La Banque du Japon a maintenu en l'état sa politique d'assouplissement monétaire à l'issue d'une réunion de son organe directeur, confiante dans la vigueur de la reprise nippone qui montre pourtant des signes de faiblesse. L'institution va entre autres continuer d'augmenter de 50 milliards de yens par an son stock d'obligations d'État, qu'il rachète sur le marché secondaire.



Chine : Baisse des exportations et crainte de dévaluation

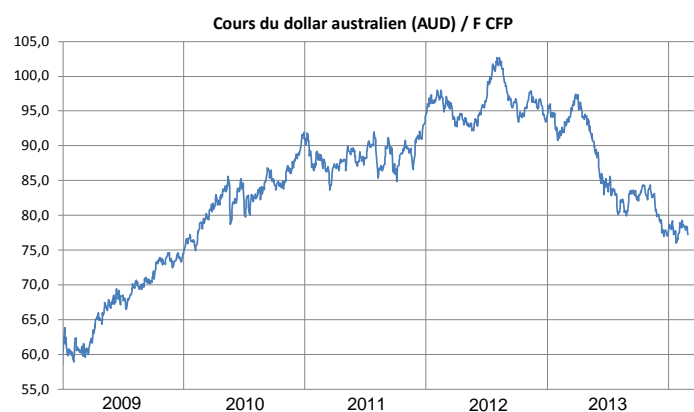
Les exportations chinoises ont baissé de 18,1 % en février par rapport à 2013. Les importations, quant à elles, ont progressé de 10,1 % et le déficit commercial s'est établi à 23 milliards de dollars (16,57 milliards d'euros), contre un excédent de 32 milliards de dollars (23 milliards d'euros) en janvier. Pour certains observateurs la baisse des exportations fait craindre une dépréciation du yuan pour relancer les exportations. La devise est descendue à 6,1402 pour 1 dollar, son niveau le plus bas depuis un an et demi.



Australie : accélération de la croissance trimestrielle

En Australie, le taux de croissance accélère légèrement au quatrième trimestre 2013 : +0,8 % après +0,6 % le trimestre précédent. Cette évolution a été portée par la consommation des ménages et les exportations, alors que l'investissement est en repli.

Lors de sa réunion du 4 mars la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %, la RBA avait indiqué lors de sa réunion précédente qu'elle envisageait une stabilisation de ses taux.



Nouvelle-Zélande : décre du chômage

Dans un contexte de rebond de la croissance économique, le taux de chômage atteint 6,0 % de la population active fin 2013 (-0,2 point sur le trimestre). La décre est plus importante sur un an (-0,8 point).

Le 13 mars, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a augmenté son principal taux directeur de 0,25 point à 2,75 %, après trois ans de gel des taux.



3 – Brèves économiques locales

Nouvelle gamme de billets : le point de basculement entre ancienne et nouvelle gamme a été largement dépassé

En Nouvelle-Calédonie, le point de basculement de l'ancienne vers la nouvelle gamme a été atteint dès le 7 février, date à laquelle les nouveaux billets sont devenus majoritaires en nombre dans la circulation fiduciaire du territoire. Au 28 février, la nouvelle gamme de billets représentait 65,3 % en nombre et 61,1 % en valeur. Près de 4 millions de billets de la nouvelle gamme ont ainsi été émis. Presque symétriquement, la circulation en volume des coupures de l'ancienne gamme diminue, semaine après semaine.

Au total, le taux de retour de l'ancienne gamme de billets est de 62,7 %. Sans surprise, le billet le plus circulant - le 1 000 F CFP - connaît le taux de retour le plus fort : 90 % des coupures de 1 000 F CFP ancienne gamme ont ainsi été retirés de la circulation. Les taux de retour des billets de 5 000 F CFP et 10 000 FCFP sont équivalents à 57 %. A l'inverse le 500 F CP remonte plus lentement à l'Institut d'émission : 31 % des coupures de 500 F CFP ancienne gamme ont été retirés de la circulation fin février.

L'IEOM rappelle que pendant la période de « double circulation » qui durera jusqu'au 30 septembre 2014, il est possible de régler ses dépenses soit avec les anciens billets soit avec les nouveaux. A partir du 1^{er} octobre 2014, les anciens billets pourront être échangés aux guichets de l'IEOM sans aucune limitation de durée. Les signes de sécurité sont décrits sur les affiches et dépliants mis à disposition des populations. Ces documents sont téléchargeables gratuitement sur le site www.nouveauxbillets.nc.

KNS en ordre de marche

La mise en route du deuxième four de l'usine métallurgique de KNS s'est concrétisée le 8 février dernier par la coulée de huit tonnes de métal. Cette opération intervient trois mois après son préchauffage et moins d'un an après la mise en fonction de la première ligne de production. La montée en charge de la production est prévue sur deux ans, afin d'atteindre une capacité de 60 000 tonnes de nickel à la fin de l'année 2015, avec un objectif intermédiaire de 30 000 tonnes pour l'année 2014.

Le déficit se creuse à la SLN

Le conseil d'administration d'Eramet a approuvé le 20 février dernier à Paris, les comptes 2013 du groupe. Le déficit d'exploitation annoncé de la SLN est de l'ordre de 25 milliards de F CFP. Cette situation financière difficile s'explique essentiellement par la chute des cours du nickel en 2013. L'importance des stocks mondiaux et notamment en Chine constitue l'élément majeur de la déprime sur le marché.

Lancement du projet de rénovation urbaine de Saint-Quentin

Le 12 février, la Société immobilière de Nouvelle Calédonie (SIC) a signé une convention de financement avec l'Agence Française de développement (AFD) pour l'octroi d'un prêt de 1,2 milliards de F CFP. Ce prêt permettra le financer le démarrage de la première phase du projet de rénovation urbaine du Quartier de Saint-Quentin. Le coût global de l'opération se chiffre à trente milliards de F CFP. Son financement se fera en grande partie par l'Etat dans le cadre des contrats de développement et par la défiscalisation.

Label RAMSAR pour les lacs du Grand Sud

Le 3 février 2014, la Présidente de la Province Sud, en présence du Haut-Commissaire de la République et des maires de Yaté et du Mont-Dore, a officialisé l'inscription des lacs du Grand Sud à la convention de RAMSAR relative aux zones humides d'importance internationale. Cette convention est issue d'un traité international signé par 167 pays dans le Monde. Cette reconnaissance internationale de la plus grande réserve d'eau douce de la Nouvelle-Calédonie permettra de concilier environnement et croissance économique dans un cadre de développement durable.

Le lac de Yaté sous surveillance

Suite à une décision du gouvernement de Nouvelle-Calédonie de déclencher le plan Orsec pour les aménagements hydrauliques, 16 millions de mètres cubes d'eau ont été déversés par le barrage de Yaté dans la nuit du 4 février. Cette opération de prévention réalisée régulièrement par la société néo-calédonienne d'énergie (ENERCAL) a nécessité une coordination entre plusieurs intervenants (Sécurité Civile, mairie de Yaté et Direction de l'Industrie des Mines et de l'Energie).

Le paquebot Queen Victoria en escale à Nouméa

Le Queen Victoria deuxième plus gros paquebot de croisière au monde après le Queen Mary 2 était de passage à Nouméa le 3 mars 2014. Ce bateau de la compagnie britannique Cunard Line accueille 3 500 passagers. Construit par une société italienne à Venise, le Queen Victoria pèse 90 000 tonnes et comprend dix ponts, treize bars, cinq restaurants, trois piscines, une salle de bal, un théâtre de plus de 1 000 places et un casino.

Les bouraillais deviennent actionnaires de la SHD

Lors de l'assemblée générale de la Société de Participation Bouraillaise de Déva (SPBD) qui s'est tenue le 1^{er} mars à Bourail, il a été officiellement annoncé l'entrée de la SPBD dans le capital de la Société des Hôtels de Déva (SHD). Les 565 actionnaires bouraillais de cette société créée dans le cadre du projet d'aménagement touristique du site de Déva deviennent ainsi actionnaires du complexe hôtelier Sheraton New-Caledonia Resort and Spa dont l'ouverture à la clientèle locale est prévue le 1^{er} juillet 2014.

Par ailleurs, le complexe hôtelier sera doté d'un casino de 1 200 m². Les travaux devraient débiter dans le courant du deuxième semestre 2014.

Publications

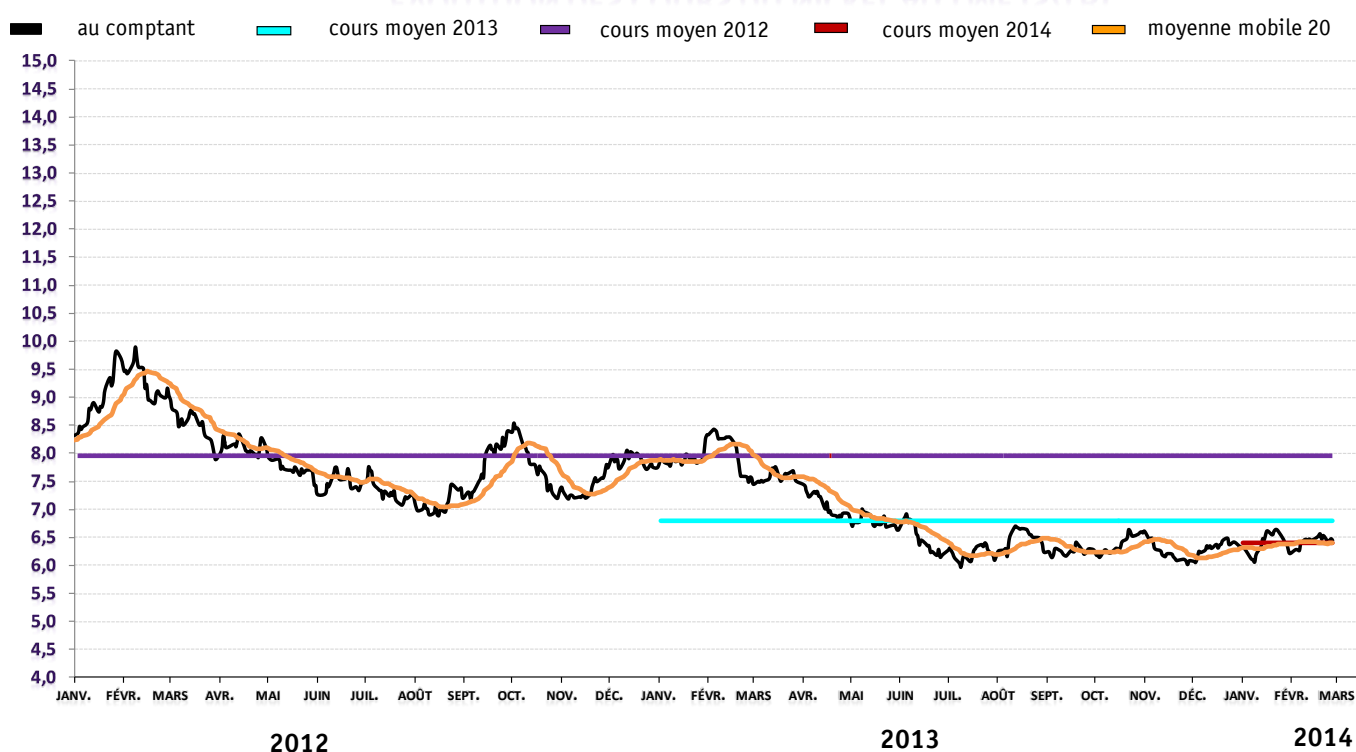
L'IEOM a publié les études suivantes :

- La note expresse NE n°117 – Le Produit net bancaire des banques calédoniennes de 2008 à 2012
- La note expresse NE n°119 – Tendances conjoncturelles – 4^e trimestre 2013
- Infos financières – Evolutions bancaires et monétaires au 31 décembre 2013
- Le tableau de bord économique de la Nouvelle-Calédonie 4T2013 (CEROM) – février 2014

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		févr.-14	104,8	-0,1%	0,2%
Nombre de demandeurs d'emploi		janv.-14	7 067	28,7%	10,2%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-13	9 041	33,4%	-25,0%
	cumulées	déc.-13	107 533	-	-12,9%
Importations	mensuelles	déc.-13	28 212	13,3%	32,3%
	cumulées	déc.-13	290 908	-	-3,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		févr.-14	6,44	0,8%	-19,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		févr.-14	562	0,5%	-21,8%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-13	759	103,9%	28,4%
	cumulées	déc.-13	4 460	-	-2,9%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferro-nickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-13	4 991	5,2%	-20,1%
	cumulées	déc.-13	65 126	-	4,2%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-13	11 708	17,6%	-5,0%
	cumulés	déc.-13	107 753	-	-4,0%
• Nuitées	mensuels	déc.-13	55 846	3,9%	0,6%
	cumulés	déc.-13	606 228	-	-4,0%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-13	61%	- 2,9 pts	- 1,2 pt
• Croisiéristes (p)		déc.-13	385 523	-	38,7%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	oct.-13	11 432	11,5%	-1,3%
	cumulées	oct.-13	103 169	-	-0,8%
• Index BT 21 (p)		févr.-14	101,52	0,0%	0,2%
• IRL (p)		févr.-14	119,93	0,0%	1,4%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-13	ns	ns	ns
	cumulées	déc.-13	868	-	6,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-13	ns	ns	ns
	cumulées	déc.-13	1 302	-	13,7%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-13	469	-2,1%	-0,8%
	cumulées	sept.-13	4 845	-	-14,6%

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-12	févr.-13	févr.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	14 882	15 971	14 985	7,3%	-6,2%
Dépôts à vue	234 907	248 606	269 656	5,8%	8,5%
Total M1	249 789	264 577	284 641	5,9%	7,6%
M2-M1	100 769	106 734	112 954	5,9%	5,8%
Total M3	529 692	593 872	589 852	12,1%	-0,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-11	déc.-12	déc.-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	426 094	456 762	452 929	7,2%	-0,8%
Ménages	390 944	403 923	409 701	3,3%	1,4%
Collectivités locales	56 975	60 060	74 063	5,4%	23,3%
Autres agents de CCB non ventilés	15 438	16 069	15 715	4,1%	-2,2%
Total encours sain	889 450	936 813	952 408	5,3%	1,7%
Créances douteuses brutes	18 138	19 022	29 611	4,9%	55,7%
Total encours brut	907 589	955 835	982 019	5,3%	2,7%

Interdits bancaires

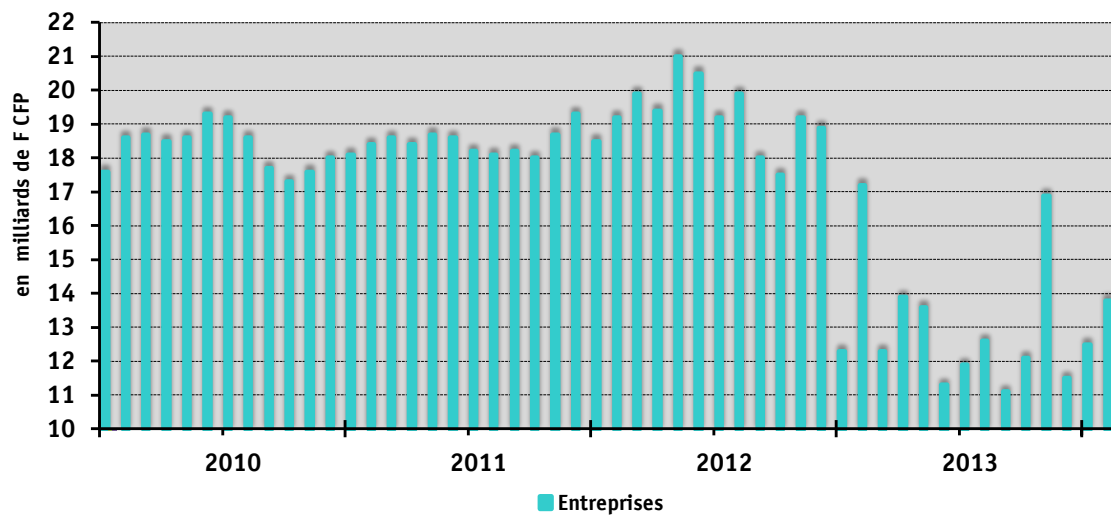
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-13	7 725	-0,8%	7,7%
	dont personnes physiques	déc.-13	6 852	-0,9%	7,5%
	dont personnes morales	déc.-13	873	0,2%	9,3%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	févr.-14	16 114	0,4%	4,2%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr.-14	5 043	0,2%	-2,3%	

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-14	13,8	10,1%	-19,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var.
Indice des prix à la consommation	févr*	104,66	104,84	0,2%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	déc.	54 577	57 352	5,1%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc.	48 016	50 728	5,6%
créations d'entreprises	déc	5 121	5 069	-1,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	déc	144	109	-24,3%
redressements judiciaires (nb)	déc	123	71	-42,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	799	873	9,3%
ventes de ciment local (tonnes)	oct	103 949	102 426	-1,5%
importations de ciment (tonnes)	oct	50	743	ns
total ciment (tonnes)	oct	103 999	103 169	-0,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	33 795	31 872	-5,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr*	1 396	2 004	43,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	3 892	3 626	-6,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	89 659	90 812	1,3%
dont secteur privé	sept	64 701	65 422	1,1%
dont secteur public	sept	24 958	25 390	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	janv*	6 410	7 067	10,2%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	janv*	6 410	7 067	10,2%
chômeurs indemnisés	janv*	1 799	2 050	14,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr*	894,3	899,3	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	6 374	6 852	7,5%
décisions retraits cartes bancaires	déc	3 269	3 042	-6,9%
incidents paiements sur chèques	déc	35 145	36 097	2,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 674	4 845	-14,6%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr*	2 548	2 299	-9,8%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	35 609	35 377	-0,7%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	17 464	17 045	-2,4%
Echanges				
nombre de touristes	déc	112 204	107 753	-4,0%
nombre de croisiéristes	déc	277 941	385 523	38,7%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	déc	59,1%	56,6%	-2,5 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	févr*	7,98	6,41	-19,7%
cours du nickel au LME en \$/lb	févr*	8,04	6,44	-19,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 595	4 460	-2,9%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	21 435	17 751	-17,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	62 512	65 126	4,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	90 338	75 505	-16,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	817	868	6,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 145	1 302	13,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	112 918	94 558	-16,3%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	91,4%	87,9%	-3,5 pts
total des importations (M FCFP)	déc	301 352	290 908	-3,5%
total des exportations (M FCFP)	déc	123 483	107 533	-12,9%
taux de couverture	déc	40,98%	36,96%	-4,0 pts
recettes douanières (M FCFP)	déc	50 554	48 961	-3,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	févr*	248 606	269 656	8,5%
M1	févr*	264 577	284 641	7,6%
M2	févr*	371 311	397 595	7,1%
Dépôts à termes	févr*	222 520	192 218	-13,6%
M3	févr*	593 872	589 852	-0,7%
P1	févr*	3 792	3 840	1,3%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	955 835	982 019	2,7%
Ménages	déc	403 923	409 701	1,4%
dont crédits à la consommation	déc	73 806	74 536	1,0%
dont crédits à l'habitat	déc	323 730	329 342	1,7%
Entreprises	déc	456 762	452 929	-0,8%
dont crédits d'exploitation	déc	84 621	83 638	-1,2%
dont crédits d'investissement	déc	243 403	235 173	-3,4%
dont crédits à la construction	déc	113 487	117 498	3,5%
Collectivités locales	déc	60 060	74 063	23,3%
dont d'investissement	déc	58 135	71 470	22,9%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	16 069	15 715	-2,2%
créances douteuses brutes	déc	19 022	29 611	55,7%
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	3,0%	1,0 pt
ensemble des actifs financiers	déc	708 874	715 081	0,9%
Ménages	déc	358 988	376 117	4,8%
Sociétés	déc	247 280	227 682	-7,9%
Autres agents	déc	102 606	111 282	8,5%
dont assurances-vie	déc	103 122	106 818	3,6%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2013/2014

2 – Actualité régionale

Mission du FMI au Vanuatu

Du 23 février au 4 mars, une délégation d'experts du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue au Vanuatu afin de dresser un état de la situation économique du pays. L'objectif principal de cette mission était de déterminer les politiques et réformes économiques les plus à même d'assurer au pays une croissance endogène et durable. La réflexion a été menée en collaboration avec les autorités locales, les représentants du secteur privé et les principaux partenaires du pays pour son développement. Le bilan dressé par le FMI sur la situation économique du Vanuatu est positif. En 2013, le produit intérieur brut du pays a augmenté d'environ 3 %. Le FMI anticipe une nouvelle accélération du taux de croissance, du fait du lancement récent d'importants chantiers d'infrastructures, financés par plusieurs fonds internationaux d'aide au développement. L'inflation, qui devrait subir quelques tensions du fait de la probable augmentation de la demande, devrait néanmoins demeurer comprise entre 0 et 4 %, soit dans la zone de confort fixée par la Banque de Réserve du Vanuatu (RBV). L'État est faiblement endetté et les réserves internationales sont jugées d'un bon niveau, permettant au pays de bénéficier de la confiance des investisseurs. Le FMI préconise la poursuite d'une politique prioritairement axée sur le maintien de la confiance, s'accordant à considérer que l'investissement dans les infrastructures est déterminante pour la croissance du pays.

Adaptation au changement climatique et réduction de la dépendance aux énergies non renouvelables

Lors d'une réunion de programmation du XI^e Fonds européen de développement, qui s'est tenue fin février à Suva dans les locaux du secrétariat du Forum des îles du Pacifique (FIP), ce dernier a signé avec l'Union européenne une convention de financement pour un programme intitulé « Adaptation au changement climatique et à l'énergie renouvelable ». L'accord est destiné à aider 15 pays du Pacifique à faire face à deux défis environnementaux communs, à savoir l'adaptation au changement climatique et la réduction de leur dépendance aux énergies fossiles. La contribution de l'UE s'élève à 4,2 milliards de F CFP sur une enveloppe globale de 4,4 milliards de F CFP. Les pays bénéficiaires de cette aide seront les îles Cook, Fidji, Kiribati, la Micronésie, Nauru, Niue, Palau, la Papouasie Nouvelle-Guinée, les îles Marshall, Samoa, Salomon, Timor-Leste, les îles Tonga, Tuvalu et le Vanuatu. Ce programme doit financer une expertise technique qui devrait permettre à terme la mise en place de systèmes énergétiques efficaces et à bas coût et l'amélioration des capacités d'adaptation des communautés du Pacifique aux changements climatiques.

Épidémie de dengue dans la région Pacifique Sud

L'épidémie de dengue de sérotype 3 continue de progresser dans le Pacifique Sud. Début mars, le ministère de la Santé fidjien annonçait plus de 4 000 cas confirmés sur l'archipel, ainsi que sept victimes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) anticipe encore une augmentation du nombre de cas dans les semaines à venir, l'épidémie se propageant vers d'autres territoires, telles que les îles Kiribati, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, les îles Samoa mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Les îles Fidji de nouveau victimes des intempéries

Après avoir été fortement touchés par la dépression tropicale Ian en janvier dernier, les îles Fidji ont de nouveau fait face à de fortes perturbations météorologiques fin février, subissant deux dépressions tropicales simultanément. Des dommages importants ont été causés aux ponts et chaussées, aux réseaux électriques et téléphoniques, à certaines cultures commerciales (principalement les plantations de canne à sucre) et aux habitations. D'après les autorités fidjiennes, le coût des dégâts engendrés par les pluies torrentielles qui se sont abattues sur l'archipel, et en particulier sur l'île principale de Viti Levu, pourrait dépasser les trois millions de dollars fidjiens (soit environ 137 millions de F CFP). Une des dépressions à l'origine de ces perturbations s'est par la suite transformée en un cyclone baptisé Kofi, qui a poursuivi sa trajectoire en direction des îles Tonga sans toutefois y causer de dégâts significatifs.

3 – Brèves locales

Nouvelle aide financière de l'État suite aux dégâts causés par le cyclone Evan

Du 24 au 27 février, la Direction des finances publiques des îles de Wallis-et-Futuna a distribué une nouvelle aide de plus de 120 millions de francs CFP aux sinistrés du cyclone Evan de décembre 2012. Plus de la moitié de cette seconde aide de l'État a profité aux particuliers (62 millions de francs CFP). Les entreprises et les exploitations agricoles ont bénéficié respectivement d'enveloppes de 6 et 23 millions de francs CFP. Le Territoire a reçu 29 millions de francs CFP, pour la remise en état du réseau électrique. Une part importante de cette aide a été versée sous forme numéraire.

Aircalin réduit le nombre de rotation Nouméa - Wallis - Nouméa

Le 21 février dernier, la direction d'Aircalin a annoncé avoir décidé de réduire son offre de vols en période de basse saison. Entre le 14 mai et le 1^{er} octobre 2014, neuf rotations, toutes programmées le mercredi, ont ainsi été supprimées du programme saisonnier. Le communiqué précise que la compagnie aérienne assurera l'ensemble des vols en période de vacances scolaires. Cette décision a soulevé le mécontentement de l'association des usagers d'Aircalin qui demande le maintien du nombre de rotations de la desserte aérienne avec la Nouvelle-Calédonie. La ligne directe vers la Corée du Sud, ouverte en 2008, s'est arrêtée lundi 3 mars. Par ailleurs, la compagnie aérienne relancera, à partir de juin 2014, une liaison entre Nouméa et Melbourne, à raison de deux vols par semaine, sa 3^e destination vers l'Australie.

L'airbus utilisé par Aircalin devrait prochainement être révisé, la compagnie Air New Zealand assurera alors les liaisons habituelles pendant l'opération.

Mouvement social des sapeurs pompiers de Wallis

Les sapeurs pompiers de Wallis ont initié au mois de février un mouvement de grève pour une meilleure reconnaissance de leur formation et de leurs compétences professionnelles. Après trois jours de grève, le Préfet Administrateur supérieur du Territoire, Michel AUBOUIN, a donné un accord de principe sur la prise en compte des compétences et formations des pompiers pour leur progression professionnelle. Dans l'attente de la rédaction d'un nouveau cadre d'emploi qui reconnaîtra automatiquement la valeur de chaque agent, des commissions d'avancement et paritaires sont prévues pour mi-mars.

Les sapeurs pompiers comptent 18 professionnels et 4 personnes en contrat de développement. En 2013, ils ont réalisé 546 interventions de diverses natures (aide aux personnes malades à domicile, apport d'eau aux familles, évacuation sanitaire, retour des personnes décédées sur l'archipel) malgré le faible niveau d'équipement d'intervention à leur disposition. Ils utilisent deux camions d'une capacité de 4 000 litres chacun (un en milieu rural et un en milieu urbain) ainsi que deux ambulances et un bateau. Les pompiers assurent une veille permanente et épaulent la gendarmerie. À Futuna, le camion n'est plus opérationnel et ne peut pas être réparé, en raison de son obsolescence avancée. Dans l'attente de son remplacement, les 13 pompiers de l'île sœur utilisent un véhicule utilitaire réaménagé.

Des effectifs scolaires en baisse à Wallis-et-Futuna

Parallèlement à la diminution de la population sur l'archipel, la rentrée scolaire enregistre une baisse générale du nombre d'étudiants. L'enseignement primaire, dont l'ensemble des établissements est désormais équipé d'Internet, affiche un repli de ses effectifs de l'ordre de 60 à 80 élèves. En 2014, le 1^{er} et 2nd degré comptent 3 502 élèves contre 3 688 en 2013. L'offre de formations pour la rentrée 2013-2014 a évolué :

- suppression au lycée agricole du Certificat d'aptitude professionnel agricole (CAPA) ;
- création d'un Baccalauréat professionnel « Service à la personne et aux territoires » (SAPAT).

À Futuna, la classe de seconde générale, créée en 2013 pour permettre aux élèves de rester une année supplémentaire dans leur famille, a été maintenue et compte cette année 31 lycéens.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles ainsi que son étude des Évolutions bancaires et monétaires pour le 4^e trimestre 2013. Ces notes sont téléchargeables sur notre site internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne118_tendances_tendances_conjoncturelles_4t2013_wallis.pdf

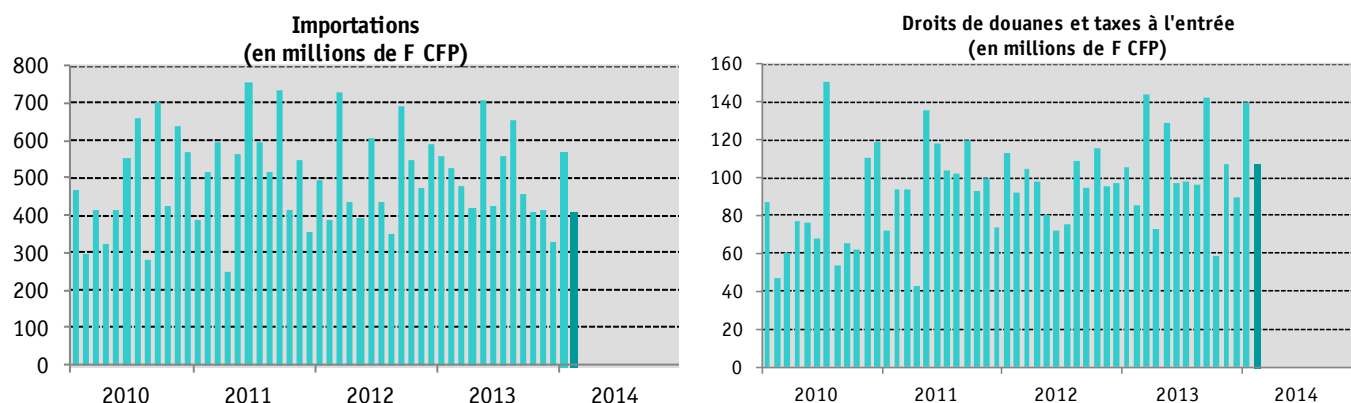
http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolution_bancaires_et_monetaires_4t2013_wallis.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4T 13	116,73	-	1,8%
SMIG mensuel en XPF		févr-14	89 149	-	2,0%
Nombre d'emplois salariés		sept-13	2 158	-	5,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	févr-14	408	-28,4%	-22,1%
	cumulées	févr-14	978	-	-9,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-14	107	-23,7%	24,7%
	cumulés	févr-14	247	-	29,3%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	févr-14	97	-	60,2%

			Données brutes	▲/mois	▲/an
SECTEURS D'ACTIVITÉ					
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-13	1 667	9,6%	18,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	613	5,8%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	150	7,5%	-13,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-13	3 075	10,3%	0,4%
	cumulé	déc-13	33 048	-	12,1%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-13	1 369	17,0%	2,2%
	cumulé	déc-13	13 083	-	-7,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	févr-14	2	-50,0%	-60,0%
	cumulées	févr-14	6	-	-33,3%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	févr-14	15	0,0%	-28,6%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFFPP. Aviation civile

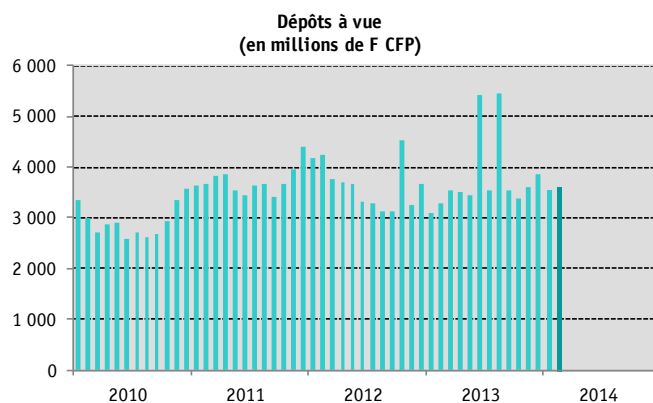
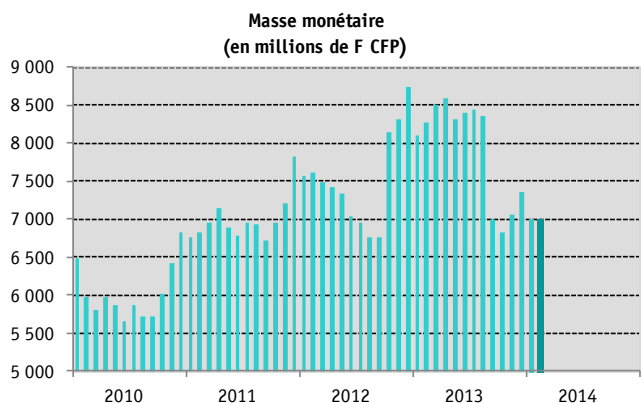


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

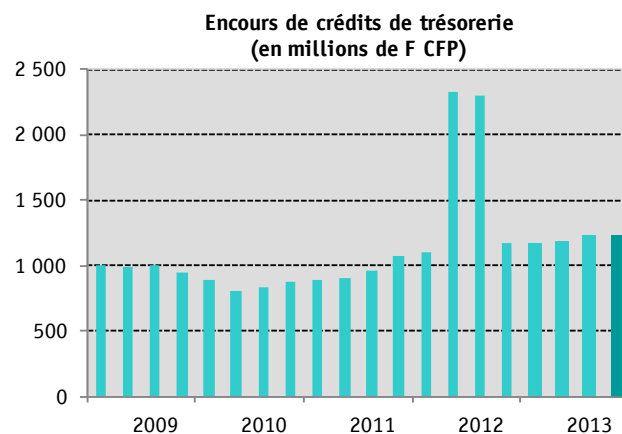
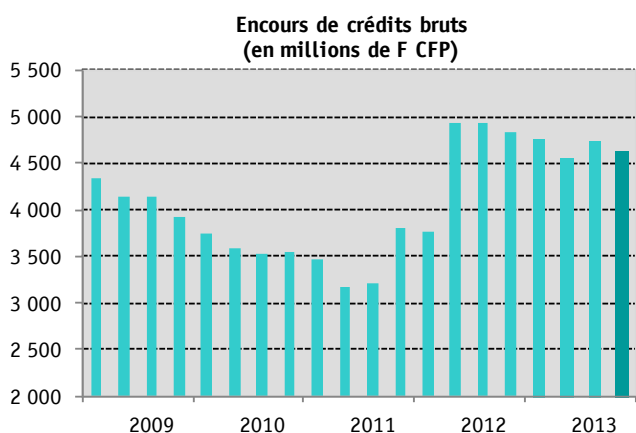
en millions de F CFP	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 115	2 113	2 063	-2,4%	-2,5%
Dépôts à vue	3 270	3 554	3 594	1,1%	9,9%
Total M1	5 385	5 667	5 656	-0,2%	5,0%
M2-M1	543	512	516	0,7%	-5,0%
Total M3	8 261	7 000	6 992	-0,1%	-15,4%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

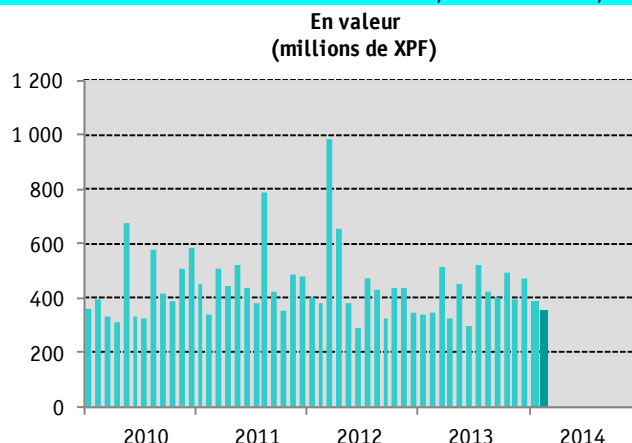
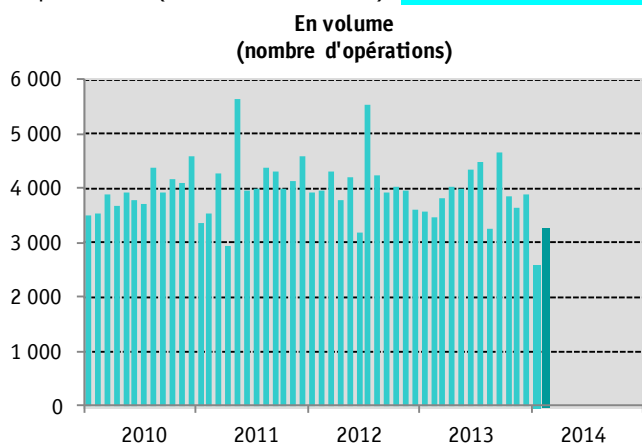
en millions de F CFP	déc-11	déc-12	déc-13	▲/an
Crédits de trésorerie	1 075	1 168	1 228	5,1%
Crédits à l'équipement	1 537	2 366	2 189	-7,5%
Crédits à l'habitat	422	498	398	-20,1%
Autres crédits	221	324	349	7,9%
Total encours sain	3 255	4 356	4 164	-4,4%
Créances douteuses brutes	547	484	469	-3,0%
Total encours brut	3 802	4 839	4 633	-4,3%



Compensation

Hausse du nombre d'opérations de compensation, mais baisse en valeur

	févr-13	janv-14	févr-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 461	2 567	3 255	5 822	26,8%	-6,0%
Compensation (en millions de CFP)	349	386	351	737	-8,9%	0,7%



Incidents bancaires

Forte progression des incidents de paiement sur chèque

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	44	43	77	120	79,1%	75,0%
Retraits de cartes bancaires	2	1	4	5	300,0%	100,0%

Interdits bancaires

Recul sur l'année du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	389	335	338	0,9%	-13,1%
- dont personnes physiques	378	325	326	0,3%	-13,8%
- dont personnes morales	11	10	12	20,0%	9,1%

Cotation

Nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM en progression

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	43	48	48	0,0%	11,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	15	16	17	6,3%	13,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,73	-	-
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	février	11	12	9,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	février	132	176	33,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	février	12	3	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	février	4	5	25,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	septembre	2 052	2 158	5,2%
dont secteur privé	septembre	831	879	5,8%
dont secteur public	septembre	1 221	1 279	4,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	février	517	528	2,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	février	378	326	-13,8%
décision retrait cartes bancaires (nb)	février	2	4	-
incidents paiements sur chèques (nb)	février	44	77	75,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	février	310	230	-25,7%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	février	152	146	-4,1%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	février	55	66	20,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	février	17	10	-41,2%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	février	1 080	978	-9,5%
exportations	février	-	-	-
recettes douanières	février	253	347	37,4%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	février	191	247	29,3%
dont taxes intérieures de consommation	février	61	97	60,2%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	février	3 270	3 594	9,9%
M1	février	5 385	5 656	5,0%
M2	février	5 928	6 172	4,1%
Dépôts à terme	février	2 334	820	-64,8%
M3	février	8 261	6 992	-15,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	décembre	1 530	-	-
dont crédits à la consommation	décembre	1 530	-	-
dont crédits à l'habitat	décembre	281	-	-
Entreprises	décembre	2 370	-	-
dont crédits d'exploitation	décembre	112	-	-
dont crédits d'investissement	décembre	1 985	-	-
Collectivités locales	décembre	204	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	60	-	-
créances douteuses brutes	décembre	469	-	-
taux de créances douteuses	décembre	10,1%	-	-
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	3 252	-	-
dont assurances-vie	décembre	986	-	-
Sociétés	décembre	1 806	-	-
Autres agents	décembre	2 110	-	-

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques régionales

Chine : baisse des exportations et crainte de dépréciation du yuan

Les exportations chinoises ont baissé de 18,1 % en février par rapport à 2013. Les importations, quant à elles, ont progressé de 10,1 % et le déficit commercial s'est établi à 23 milliards de Dollars (16,57 milliards d'euros), contre un excédent de 32 milliards de dollars (23 milliards d'euros) en janvier. Pour certains observateurs la baisse des exportations fait craindre une dépréciation du yuan pour relancer les exportations. La devise est descendue à 6,1402 pour 1 dollar, son niveau le plus bas depuis un an et demi.

Le Japon maintient sa politique monétaire

La Banque du Japon a maintenu en l'état sa politique d'assouplissement monétaire à l'issue d'une réunion de son organe directeur, confiante dans la vigueur de la reprise nipponne qui montre pourtant des signes de faiblesse. L'institution va entre autres continuer d'augmenter de 50 milliards de yens par an son stock d'obligations d'État, qu'il rachète sur le marché secondaire.

Nouvelle-Zélande : légère hausse du principal taux directeur

Lors de sa réunion mensuelle, le 13 mars, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) a décidé d'augmenter son principal taux directeur, l'Official Cash Rate (OCR), d'un quart de point. Inchangé depuis mars 2011, ce dernier passe ainsi, de 2,50 à 2,75 %.

Les banquiers centraux néo-zélandais ont estimé que la croissance était suffisamment solide, avec un PIB attendu à +3,3 % en glissement annuel sur l'année fiscale s'achevant en mars, et que les pressions inflationnistes liées à la vigueur de la demande interne commençaient à se préciser. Ils soulignent qu'il s'agit là du point de départ de leur politique d'ajustement monétaire et que les remontées futures de l'OCR interviendront selon l'évolution de l'économie et de l'inflation, l'objectif cible de cette dernière demeurant à 2 %.

Australie : croissance économique au quatrième trimestre 2013

Au dernier trimestre 2013, le PIB de l'Australie a progressé de 0,8 % par rapport au trimestre précédent (cvs) et de 2,8 % en glissement annuel. Sur le trimestre, les plus fortes contributions à la croissance sont les exportations nettes (0,6 point de pourcentage) et les dépenses de consommation (0,5 point de pourcentage), avec toutefois un frein majeur, l'investissement privé (-0,5 point de pourcentage).

Sur l'année, la croissance a été dynamisée par l'industrie minière (0,6 point de pourcentage) ainsi que les services financiers et d'assurance (0,5 point de pourcentage).

3 – Brèves économiques locales

Télécommunications : développement de la fibre optique en Polynésie Française

En mars, l'Assemblée de Polynésie Française (APF) a approuvé la signature d'une convention OPT/État où ce dernier apporte une subvention pour assurer le déploiement de la fibre optique. Les travaux d'installation, qui entrent dans le cadre de la rénovation du réseau de l'OPT, concerneront la côte Est de Tahiti, dans un premier temps, puis la côte Ouest, jusqu'à la commune de Punaauia. D'un coût de 700 millions de F CFP, ils devraient s'achever en 2016 et offrir une connexion Internet par fibre optique à 8 000 abonnés au téléphone. La deuxième tranche de l'installation, prévue pour après 2016, est estimée à 1,6 milliard de F CFP. Elle permettra la densification du réseau et l'extension aux îles Sous-le-Vent.

Énergie : approvisionnement en électricité menacé à Makemo

Début mars, la SEM Te Mau Ito Api, en charge de la production électrique à Makemo (Tuamotu) a annoncé qu'elle ne pourrait éviter la coupure du courant dès le 16 mars. Créée en 2007 pour promouvoir l'énergie éolienne et réduire le recours aux générateurs thermiques, elle est en déficit chronique depuis que les éoliennes ont cessé de fonctionner, en 2009. Afin d'éviter le black-out, le gouvernement a envoyé un navire de la flottille administrative pour une livraison de secours en fuel.

Transports en commun : création d'une ligne de bus Papeete intra-muros

Le 6 mars 2014, a été inaugurée une nouvelle ligne de bus. Elle desservira uniquement la commune de Papeete, depuis la mairie jusqu'au centre hospitalier de Taaone. Créée après consultation des responsables de l'hôpital et de la société de gestion des transports (SGT), cette ligne s'inscrit dans la stratégie de développement de moyens de locomotion remplaçant la voiture.

Tourisme : rendez-vous Tahiti et ses îles

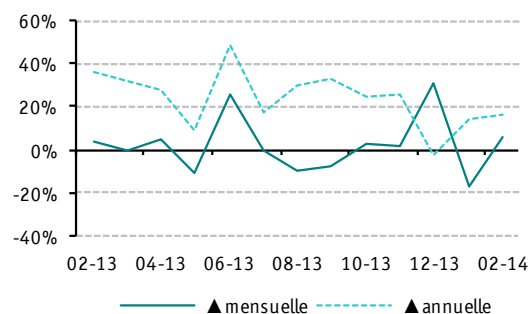
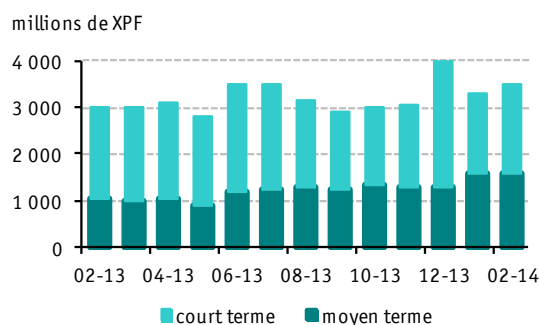
Mi-mars s'est déroulé le Rendez-vous Tahiti et ses îles, journée de promotion organisée tous les ans par le GIE Tahiti tourisme à Paris. Elle a réuni tours opérateurs et agents de voyage pour une présentation des orientations de la stratégie touristique adoptée pour l'année et du nouveau logo du GIE. En janvier 2014, le nombre de touristes visitant la Polynésie française connaît une forte hausse (+ 11,2 %) par rapport à janvier 2013. Cette hausse s'explique par l'accroissement du nombre de croisiéristes, dopé par la présence d'un navire de croisière supplémentaire (+ 20,5 %), cumulée à la progression du nombre de touristes terrestres (+ 6,5 %).

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement en février

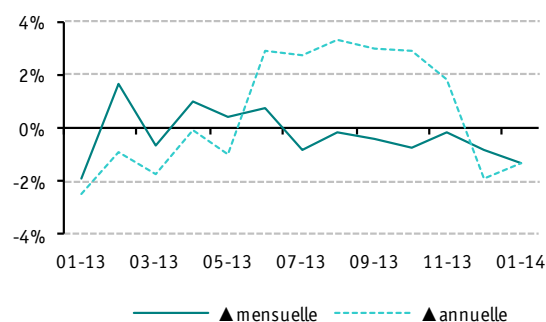
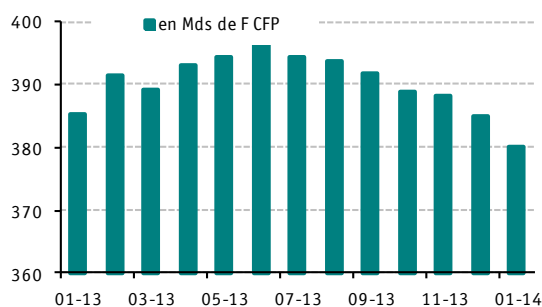
en millions de F CFP	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 975	1 755	1 919	9,4%	-2,8%
Utilisations à moyen terme	1 030	1 547	1 572	1,6%	52,6%
Refinancement total	3 005	3 302	3 491	5,7%	16,2%



Masse monétaire

Repli des dépôts à vue sur le mois

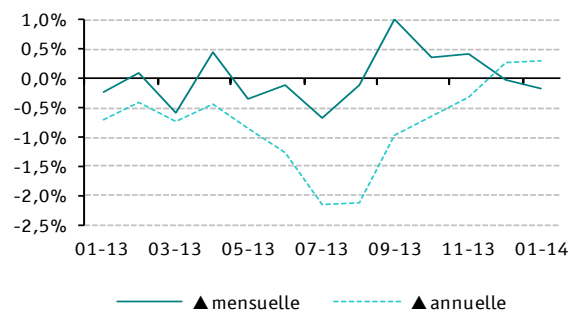
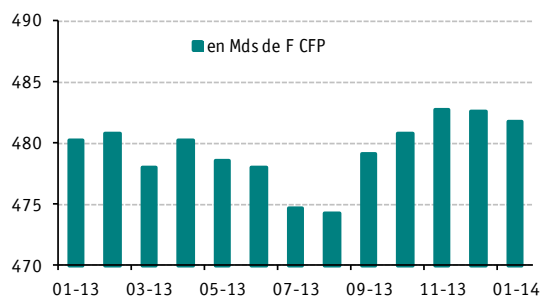
en millions de F CFP	janv-13	déc-13	janv-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 733	14 319	14 227	-0,6%	-3,4%
Dépôts à vue	148 702	151 560	147 087	-3,0%	-1,1%
Comptes sur livrets	100 117	99 845	100 213	0,4%	0,1%
Comptes d'épargne logement	370	410	406	-1,0%	9,8%
Dépôts à terme	119 197	117 304	116 503	-0,7%	-2,3%
Autres	2 050	1 656	1 703	2,8%	-17,0%
Total M3	385 169	385 095	380 139	-1,3%	-1,3%



Concours des banques locales à l'économie

Baisse des crédits de trésorerie

en millions de F CFP	déc-12	déc-13	janv-14	▲ /mois	▲ /an
Crédits de trésorerie	124 120	122 104	120 029	-1,7%	-3,3%
Crédits d'équipement	67 800	73 446	72 909	-0,7%	7,5%
Crédits à l'habitat	163 977	164 840	165 548	0,4%	1,0%
Autres crédits	66 881	61 920	61 802	-0,2%	-7,6%
Créances douteuses brutes	57 500	60 321	61 509	2,0%	7,0%
Total Concours de Caractère Bancaire	480 277	482 630	481 797	-0,2%	0,3%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	févr-14	107,64	108,29	108,09	-0,2%	0,4%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	janv-14	114,6	113,3	114,1	0,7%	-0,4%
Commerce extérieur						
<i>Exportations (en M F CFP)</i>	janv-14	863	953	738	-22,6%	-14,5%
<i>Importations (en M F CFP)</i>	janv-14	13 769	20 510	13 399	-34,7%	-2,7%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	janv-14	1 847	8 183	1 909	ns	3,4%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	déc-13	99	101	81	-19,7%	-18,3%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc-13	87	99	159	60,6%	82,8%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr-14	473	472	474	0,4%	0,2%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	janv-14	1 800	2 036	1 886	-7,4%	4,8%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	janv-14	2 730	3 559	2 877	-19,2%	5,4%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	déc-13	164	210	212	1,0%	29,3%
Personnes physiques en interdiction bancaire	févr-14	3 033	2 782	2 795	0,5%	-7,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	janv-14	514	563	381	-32,4%	-25,9%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	janv-14	71	71	61	-14,5%	-14,9%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	janv-14	44	286	62	ns	39,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	janv-14	178	143	171	19,7%	-3,9%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	janv-14	1	34	7	ns	ns
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	janv-14	41	46	35	-23,5%	-13,3%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	janv-14	12	1	11	ns	-12,6%
Tourisme						
Nombre de touristes	janv-14	11 174	13 832	12 422	-10,2%	11,2%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc-13	57,6%	66,5%	51,0%	-15,5 pts	-6,6 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	janv-14	56 238	56 848	56 897	0,1%	1,2%
<i>Comptes sur livret</i>	janv-14	94 520	93 922	94 309	0,4%	-0,2%
<i>Dépôts à terme</i>	janv-14	62 397	68 465	67 790	-1,0%	8,6%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	janv-14	70 645	79 330	74 041	-6,7%	4,8%
<i>Dépôts à terme</i>	janv-14	45 481	40 382	41 369	2,4%	-9,0%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	janv-14	77 649	76 670	76 044	-0,8%	-2,1%
<i>Crédits à l'habitat</i>	janv-14	143 355	146 387	146 442	0,0%	2,2%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	janv-14	42 196	38 996	37 442	-4,0%	-11,3%
<i>Crédits d'équipement</i>	janv-14	58 559	64 900	64 271	-1,0%	9,8%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/11/2013	0,05%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	28/02/2014	31/01/2014	Var. M-1
EONIA	0,2590%	0,2280%	+ 0,031 pt
EURIBOR 1 mois	0,2180%	0,2300%	- 0,012 pt
EURIBOR 3 mois	0,2860%	0,2960%	- 0,010 pt
EURIBOR 6 mois	0,3840%	0,3960%	- 0,012 pt
EURIBOR 12 mois	0,5490%	0,5590%	- 0,010 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	28/02/2014	31/01/2014	Var. M-1
TEMPE	0,1601%	0,2051%	- 0,045 pt
EURIBOR 1 mois	0,2250%	0,2240%	+ 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2890%	0,2920%	- 0,003 pt
EURIBOR 6 mois	0,3870%	0,3960%	- 0,009 pt
EURIBOR 12 mois	0,5500%	0,5620%	- 0,012 pt
TMO	2,4200%	2,6100%	- 0,190 pt
TME	2,2200%	2,4100%	- 0,190 pt
TRBOSP	2,3100%	2,4700%	- 0,160 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	28/02/2014	31/01/2014	31/12/2013	28/02/2014	31/01/2014	31/12/2013	28/02/2014	31/01/2014	31/12/2013
taux JJ	0,110%	0,130%	0,070%	0,066%	0,069%	0,078%	0,450%	0,450%	0,410%
3 mois	0,200%	0,250%	0,250%	0,140%	0,144%	0,148%	0,520%	0,530%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,690%	2,650%	2,990%	0,590%	0,620%	0,740%	2,740%	2,710%	3,030%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis:	7,96%
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
Prêts-relais	5,23%	Découverts en compte (1)	13,31%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,12%	Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,35%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,3909	1 NZD/XPF	72,7633	1 HKD/XPF	11,1346	1 GBP/XPF	144,4170	
100 JPY/XPF	84,8551	1 AUD/XPF	77,4178	1 SGD/XPF	68,2403	100 VUV/XPF	87,7578	1 FJD/XPF	46,1703